

## TITRE I : LES SOCIÉTÉS DE PERSONNES

### Chapitre 1 : la société en nom collectif (SNC)

La SNC est le type même de la société de personnes, elle est constituée entre commerçants qui acceptent de prendre des risques illimités et de s'investir personnellement dans la gestion, c'est pourquoi elle comprend généralement peu d'associés (2 ou 3), et ne convient qu'aux petites entreprises.

La SNC est régie par les articles 3 à 18 de la loi n° 05-96 (16 articles). De cette réglementation, il se dégage que cette société se distingue par trois caractéristiques :

1. Tous les associés ont la qualité de commerçant
2. Les associés répondent indéfiniment et solidairement du passif social (société à risque illimité)
3. Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec l'accord de tous les associés.

#### 1. La qualité de commerçant

Tout associé dans une SNC a la qualité de commerçant, autrement dit la S.N.C est la société de commerçant.

S'ils n'ont pas déjà la qualité de commerçant au moment de leur entrée dans la société, ils acquièrent cette qualité par le seul fait de l'acquisition de la qualité d'associé.

En conséquence, en premier lieu les associés doivent avoir la capacité d'exercer le commerce. En second lieu, ils ne doivent pas tomber sous le coup d'une interdiction, d'une déchéance ou d'une incompatibilité.

En troisième lieu, la société est dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, une mesure d'interdiction de la profession commerciale, ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard d'un associé sauf si la continuation de la société est prévue dans les statuts, ou si elle est décidée à l'unanimité par les associés.

## 2. L'obligation indéfinie et solidaire au passif social

Les associés sont tenus personnellement des dettes de la société sur la totalité de leurs biens, si la société ne peut pas faire face à ses engagements, les créanciers sociaux peuvent se retourner contre les associés. Toutefois, ils ne peuvent le faire qu'après avoir mis en demeure la société d'avoir à payer et ceux par acte extra judiciaire c'est-à-dire par notification faite par huissier de justice. Ce n'est que 8 jours après cette notification que les créanciers sociaux peuvent agir contre les associés en cas de défaillance de la société.

L'obligation au passif est indéfinie, c'est-à-dire que quel que soit le montant des dettes de la société, les associés sont tenus de les acquitter sur leurs propres deniers ( leur propre argent). Elle est en outre solidaire, c'est-à-dire que chaque associé peut être poursuivi pour la totalité du passif.

Le paiement de la totalité des dettes peut-être réclamé par les créanciers indifféremment à l'un quelconque des associés.

## 3. Incessibilité des parts sociales

C'est la conséquence du caractère intuitu personae de la SNC, et de la solidarité qui existe entre les associés.

Les parts ne peuvent être cédées entre associés ou au profit de tiers, qu'avec le consentement unanime de tous les associés. Cette règle est d'ordre public et toute clause contraire est réputée non écrite (comme si elle n'a jamais existé).

En d'autres termes, les associés ne peuvent pas convenir librement des conditions de cession des parts. Il en résulte qu'à défaut de consentement des autres associés, un associé peut rester prisonnier de ses parts. Il n'existe aucune règle qui oblige la société ou les autres associés à racheter les parts de l'associé qui veut se retirer de la société.

Le cessionnaire est subrogé purement et simplement dans les droits et obligations du cédant, il est tenu solidairement avec les autres associés des obligations contractées avant son entrée dans la société. Toute convention contraire n'a aucun effet à l'égard des tiers.

La cession doit être constatée par écrit à peine de nullité, elle n'est opposable à la société que si elle lui est notifiée ou acceptée par la société.

Ce formalisme peut-être allégé dans la mesure où, la loi prévoit que la signification peut être remplacée par le dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

Pour l'opposabilité de la cession aux tiers, il faut en outre que la cession soit inscrite au registre du commerce.

La SNC obéit à des règles particulières pour sa constitution, son fonctionnement et sa dissolution.

### Paragraphe 1 : constitution de la SNC

Pour cette constitution il faut remplir les conditions de fonds, de formes et de publicités.

#### A- conditions de fonds

##### 1- les associés

Ils doivent être au moins au nombre de deux, aucun nombre maximum n'est prévu, seuls les commerçants peuvent être associés dans une SNC.

##### 2- le capital social

Le capital est une notion secondaire dans la SNC puisque les associés sont responsables indéfiniment et solidairement du passif social. Les créanciers de la société sont considérés en même temps comme les créanciers personnels des associés, c'est pourquoi la loi ne fixe pas de capital minimum et les associés peuvent se contenter d'un capital symbolique.

##### 3- la dénomination sociale

La SNC est désignée par une dénomination librement choisie par les associés à laquelle peut être incorporé de manière facultative le nom d'un ou de plusieurs associés.

Cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement de la mention en toutes lettres, « société en nom collectif » dans tous les documents émanant de la société et destinés aux tiers,

doivent figurer la dénomination, la forme, le capital, le siège, le numéro d'immatriculation au registre du commerce.

#### B- conditions de forme

En premier lieu, les statuts doivent être rédigés par écrit. En second lieu, ils doivent comporter 13 mentions obligatoires en particulier : l'état civil des associés, la forme de la société, l'objet, la dénomination, le siège, le capital, les apports, le nombre des parts attribuées à chaque associé, la durée, l'état civil des gérants, la date et la signature de tous les associés.

A défaut de satisfaire à l'une de ces conditions, la société est nulle.

#### C- conditions de publicité

Dans les 30 jours de la constitution, un original des statuts doit être déposé au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social. Dans le même délai, il doit être procédé à la publication d'un extrait des statuts dans un journal d'annonces légales et au bulletin officiel. Cet extrait doit reproduire les 13 mentions obligatoires qui doivent figurer dans les statuts.

Toute modification apportée aux statuts doit faire l'objet des mêmes formalités de dépôt et de publicité.

L'inobservation des formalités de publicité lors de la constitution de la société, est sanctionnée par la nullité de la société. Toutefois, l'action en nullité est éteinte lorsque la cause de la nullité a cessé d'exister le jour où le tribunal statue au fond en première instance.

Le tribunal peut même d'office, impartir un délai pour couvrir la nullité.

Dans tous les cas, la nullité ne peut être prononcée qu'à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la demande introductive d'instance.

#### Paragraphe 2 : fonctionnement

Trois organes participent au fonctionnement de la SNC :

1. Le ou les gérants

2. Les associés non gérants

3. Les commissaires aux comptes s'il y a lieu, c'est-à-dire lorsque la loi l'impose

A- les gérants

La SNC est administrée par un ou plusieurs gérants :

#### 1- statut juridique des gérants

##### a- Nomination

Les gérants sont nommés par les statuts ou par un acte ultérieur. Ils peuvent être pris parmi les associés ou en dehors des associés. La gérance peut être assurée par une personne physique ou par une personne morale dans ce dernier cas, les dirigeants de la personne morale gérante sont soumis aux mêmes conditions et aux mêmes obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en nom personnel.

La nomination des gérants doit se faire à l'unanimité sauf disposition contraire des statuts. Et si aucun gérant n'est désigné, la loi considère que tous les associés gérants et chacun d'eux peut accomplir séparément des actes de gestion et engager la société par sa seule signature.

##### b- Révocation

La loi prévoit trois modalités différentes de révocation :

Première hypothèse : Si tous les associés sont gérants ou s'il s'agit de gérant statutaire associé, la révocation de l'un d'eux doit être décidée à l'unanimité des autres associés. Cette révocation entraîne la dissolution de la société à moins que la continuation de la société ne soit prévue par les statuts ou décidée à l'unanimité des autres associés.

En cas de continuation, le gérant révoqué peut décider de se retirer de la société, en demandant le remboursement de ses droits sociaux.

Deuxième hypothèse : s'il s'agit de gérant associé non statutaire, la révocation sera décidée dans les conditions prévues par les statuts. Dans le silence des statuts, la révocation doit être décidée à l'unanimité des autres associés.

Troisième hypothèse : le gérant non associé peut être révoqué dans les conditions prévues dans les statuts, ou à défaut par une décision des associés prise à la majorité.

Dans toutes ces hypothèses si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit du gérant révoqué.

## 2- Les pouvoirs des gérants

Il faut faire la distinction selon qu'il s'agisse des rapports avec les associés ou des rapports des gérants avec les tiers.

### a- Dans les rapports avec les associés

Dans l'ordre interne, ce sont les statuts qui fixent les pouvoirs des gérants. Si les statuts n'ont rien prévu, le gérant unique peut faire tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société.

Par actes de gestion, il faut entendre à la fois les actes d'administration et les actes de disposition nécessaires à la réalisation de l'objet social et conformes à l'intérêt social.

### b- Dans les rapports avec les tiers

Le gérant dispose de tous les pouvoirs pour engager la société à l'égard des tiers dans la limite de l'objet social. Toute clause limitant les pouvoirs des gérants est inopposable aux tiers.

En cas de pluralité de gérants, chacun détient la totalité des pouvoirs pour engager la société à l'égard des tiers. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, sauf si ces derniers ont eu connaissance de cette opposition.

## 3- Responsabilité des gérants

Le gérant est responsable à l'égard des associés des actes qu'il a produit en contravention avec la loi et les statuts. Il est également responsable vis-à-vis des associés et des tiers de ses fautes de gestion. Lorsqu'il y'a plusieurs gérants ils sont responsables solidairement sauf si on arrive à déterminer de manière précise la responsabilité de chacun dans les actes accomplis.

## B- les associés non gérants

Ces associés ont des pouvoirs légaux et des pouvoirs statutaires.

### 1- les pouvoirs d'origine légale

Ces pouvoirs sont au nombre de trois :

- Les modifications statutaires : Seuls les associés peuvent procéder à la modification des statuts. Cette modification doit être décidée à l'unanimité
- Les associés doivent être réunis obligatoirement en assemblée pour approuver les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice. A cet effet, ils doivent recevoir dans les 15 jours qui précèdent la réunion de l'assemblée, le rapport de gestion établi par les gérants, les états de synthèse et le texte de résolutions proposées qui seront soumis au vote de l'assemblée
- les associés ont un pouvoir de contrôle individuel qui leur donne le droit deux fois par an de prendre connaissance au siège social des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il doit être également répondu par écrit. Ils ont le droit également de prendre copie des documents sociaux. Ce pouvoir de contrôle permet aux associés qui ne gèrent pas, de se rendre compte par eux-mêmes de la marche de la société dans la mesure où ils sont responsables des dettes. Tout associé qui exerce son droit de contrôle peut ce faire assisté d'un conseil

### 2- les pouvoirs statutaires

Les statuts peuvent accorder aux associés non gérants le pouvoir d'autoriser certaines opérations de gestions qui doivent normalement relever des pouvoirs du gérant. Exemple le pouvoir de vendre, d'hypothéquer ou de nantir les biens de la société.

Cette limitation des pouvoirs des gérants est valable dans les rapports entre les associés (dans l'ordre interne) mais elle est inopposable aux tiers.

## C- le commissaire aux comptes

Cette nomination est obligatoire pour les sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse 50 millions de dirhams.

Même lorsque cette condition n'est pas réunie, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce la nomination d'un ou de plusieurs commissaires aux comptes.

Le statut du commissaire aux comptes est régi par la loi n° 17-95 sur les sociétés anonymes.

### Paragraphe 3 : dissolution

La SNC est soumise aux causes de dissolution communes à toutes les sociétés, ainsi qu'aux causes particulières suivantes qui affectent la personne des associés.

#### 1- le décès d'un associé

Le principe est que la société prend fin par le décès de l'un des associés, c'est une dissolution de plein droit qui est liée au caractère personnel de la SNC.

Cette dissolution automatique peut se révéler antiéconomique c'est pourquoi la loi a prévu un dispositif qui permet la continuation de la société.

Ainsi, les statuts peuvent prévoir des clauses de continuation. Les clauses les plus fréquentes dans la pratique sont au nombre de deux :

- Continuation avec les associés survivants

Cette clause suppose que la société est composée de plus de deux associés. Dans ce cas, les héritiers de l'associé décédé ont droit à la valeur de liquidation des droits sociaux de leur auteur. Cette valeur est déterminée au jour du décès, à dire d'expert désigné par le président du tribunal.

- Continuation avec les héritiers

Il peut être prévu que la société continue avec les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé. Il y a donc transmission des parts du de cujus à ses héritiers. Si un ou plusieurs héritiers sont mineurs la société doit obligatoirement être transformée dans le délai d'un an à compter du décès, en société en commandite dont les héritiers mineurs deviennent les commanditaires. A défaut de transformation la société est dissoute.



## 2- La révocation du gérant statutaire associé

Cette révocation entraîne la dissolution de la société sauf si les statuts prévoient la continuation de la société, ou si cette continuation est décidée à l'unanimité des autres associés (avec le remboursement de la part du gérant révoqué).

## 3- liquidation judiciaire, interdiction ou incapacité d'un associé

Ces trois éléments entraînent la dissolution de la société à moins que sa continuation ne soit prévue par les statuts ou que les autres associés ne la décident à l'unanimité.

## Chapitre 2 : la société en commandite simple

Cette forme de société est constituée par deux catégories d'associés qui sont soumis à des régimes juridiques distincts.

En premier lieu, les commandités, ils sont tous commerçants, responsables indéfiniment et solidairement du passif social, et eux seuls peuvent être gérants de la société. C'est pourquoi on les appelle les associés en nom parce qu'ils sont soumis au même régime juridique des associés de la société en nom collectif

En second lieu, les commanditaires qui n'ont pas la qualité de commerçants, qui ne sont tenus de passif social qu'à concurrence de leurs apports, et qui ne peuvent être gérants de la société.

La société en commandite simple trouve son origine dans le droit musulman et dans les pratiques du commerce maritime du Moyen Âge.

D'une part, les juristes musulmans ont été conscients du fait que l'interdiction du prêt à intérêt pourrait constituer un obstacle dans l'activité économique. C'est pourquoi ils ont mis au point la technique du « kirad » qui permet de faire participer le prêteur de somme d'argent au résultat de l'entreprise de son débiteur, sans être tenu de participer au perte si il y'a lieu.

D'autre part, au Moyen Âge on pratiquait dans le commerce maritime le contrat de command. Il s'agissait de la part d'un capitaliste de mettre à la disposition d'un navigateur ou d'un négociant, un bateau, des marchandises, ou somme d'argent pour entreprendre des expéditions maritimes. A la fin de l'opération les bénéfices étaient partagés entre le capitaliste et le navigateur.

En définitive, la raison d'être des sociétés en commandite est de permettre aux détenteurs de capitaux de recueillir les fruits d'une activité commerciale sans l'exercer personnellement et en limitant leur responsabilité au montant de leurs apports. Cette forme de société est très peu pratiquée depuis l'apparition de la S.A.R.L.

La société en commandite simple peut résulter d'une transformation légale de la SNC, lorsqu'à la suite du décès d'un associé, la société continue avec les héritiers mineurs. Les héritiers mineurs seront des associés commanditaires.

La société en commandite simple obéit pour sa constitution, son fonctionnement et sa dissolution aux mêmes règles que la SNC sous réserve des dispositions particulières prévues aux articles 20 à 30 de la loi n° 05-96.

## 1- Dénomination

La dénomination peut incorporer le nom d'un ou plusieurs commandités. Cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement de la mention société en commandite simple.

## 2- Statut de l'associé commanditaire

- L'apport d'un commanditaire peut être en numéraire ou en nature, il ne peut jamais faire d'apport en industrie.
- La société continue malgré le décès d'un commanditaire.
- Les parts des commanditaires peuvent si les statuts le prévoient être cédés librement entre les associés. Elles peuvent également être cédées à des tiers avec le consentement de tous les commandités et la majorité des commanditaires.
- Il est interdit aux commanditaires de faire des actes de gestion engageant la société vis-à-vis des tiers, même en vertu d'une procuration. Cette interdiction est édictée par la loi à la fois dans l'intérêt des tiers et dans l'intérêt de la société. D'une part, il est à craindre que les tiers en traitant avec les commanditaires soient induits en erreur en pensant que les commanditaires engagent leurs responsabilités dans cette affaire. D'autre part, les commanditaires n'étant pas responsables sur leurs biens, pourraient être tentés de ne pas prendre suffisamment de protection et ce en engageant la société dans des opérations risquées.

Cependant cette interdiction n'empêche pas les commanditaires d'exercer leur droit de contrôle en tant qu'associés et de prendre part aux décisions collectives. Autrement dit dans le cadre du fonctionnement interne de la société, les commanditaires sont situés sur le même pied d'égalité que les commandités. C'est dans les rapports avec les tiers que l'interdiction faite aux commanditaires joue pleinement.

Lorsqu'un commanditaire transgresse cette interdiction, les actes de gestions accomplis par lui seront valables et engageront la société mais il sera tenu solidairement avec les commandités des conséquences des actes qu'il a accompli.

### 3- Statut de l'associé commandité

En premier lieu, la société en commandite simple doit comprendre au moins deux associés, un commandité et un commanditaire.

En second lieu, le décès d'un commandité entraîne la dissolution de la société, sauf si les statuts prévoient la continuation de la société. Il en est de même en cas de liquidation judiciaire, d'incapacité ou d'interdiction d'un commandité

### 4- décisions collectives des associés

Toute modification des statuts doit être décidée avec le consentement de tous les commandités et de la majorité en nombre et en capital des commanditaires. Pour le reste les statuts fixent librement les conditions de prise de décision.